

POURQUOI L'UFR CGT DES SERVICES PUBLICS APPELLE LES RETRAITÉ·ES DE SON CHAMP SYNDICAL

à voter pour les listes aux couleurs du Nouveau Front populaire ?



« Ah ! Tout fout le camp ma pauvre Lucette ! »

« À qui le dites-vous, c'est bien vrai mon cher Fernand !
Il faut un bon coup de balai politique pour
remettre de l'ordre... »



Petit dialogue si banalisé et pourtant si lourd de conséquences ! Visiblement, Lucette et Fernand semblent avoir la mémoire courte, même si leurs conditions de vie se dégradent et que la société tend à se déliter. Qui peut nier que de nombreux progrès ont été conquis ces dernières décennies ? Enfants ou petits-enfants du Front populaire, enfants des grandes luttes des années 50, de mai 68, du programme commun, des grandes grèves de 95 et suites, nous sommes les bâtisseur·euses, les héritier·ères et les passeurs·euses de flambeaux de conquêtes sociales majeures.

C'est ainsi que nous sommes viscéralement attaché·es à la Sécurité sociale et au système de retraite par répartition et intergénérationnel qui sont les piliers de notre socle social. Mais d'autres fondamentaux font aussi partie de notre patrimoine social et il en est ainsi de la diminution historique et régulière du temps de travail, que ce soit pour la semaine des 35h ou la 5^e semaine de congés payés. L'instauration du salaire minimum en France parmi les premiers

du monde et les batailles pour le majorer sont des objectifs pour de nombreux syndicats d'Europe. Le statut pour les fonctionnaires et les conventions collectives dans le privé sont des garanties pour les agent·es et salarié·es de l'hexagone. Le droit de grève et d'expression est encore constitutionnel. Les droits syndicaux et les comités d'entreprise permettent de défendre les travailleur·euses et leur permettent l'accès aux loisirs et à la culture. Notre système de santé, les ser-

vices publics, l'Éducation nationale, le logement social, etc. ont façonné notre société.

Notre bulletin de vote pèse plus lourd encore que pour les scrutins précédents car il est porteur de tous ces enjeux. Même s'il n'est pas question de mettre un signe égal entre le Rassemblement National et le macronisme, ils détruisent tous deux nos acquis sociaux.

Il est évident que briser les syndicats, les services publics et supprimer les aides des plus démunis·es et précaires est dans l'ADN des « extrêmes droites » qui sont nos ennemis héréditaires.

Casser les statuts, attaquer les systèmes de retraite et de protection sociale, privatiser les services publics, geler les rémunérations, adopter des lois immondes contre les privé-es d'emploi, les réfugié-es et les immigré-es, etc. sont l'apanage du macronisme soutenu par les cohortes de libéraux, capi-

talistes, financiers et spéculateurs de tous poils.

Donc, oui, ma pauvre Lucette, il faut un grand nettoyage de printemps, mais pas avec le balai de sorcière de Marine, pas plus qu'avec le karcher que Sarkozy a filé à Macron. Il faut nettoyer radicalement toute cette crasse

qui menace la démocratie et le progrès social.

Nos acquis sociaux ont été obtenus par la lutte, améliorés ou maintenus par l'action syndicale et seront préservés puis transmis à nos enfants par le combat et notre bulletin de vote.

Le 30 juin et le 7 juillet, votons pour le progrès

en apportant nos suffrages au Nouveau Front populaire dont le programme reprend un grand nombre de revendications CGT :

- ▶ **Augmentation du SMIC à 2 000 € brut ;**
- ▶ **Augmentation de la valeur du point de 10 % ;**
- ▶ **Abrogation de la réforme des retraites 2023 ;**
- ▶ **Abrogation de la loi chômage ;**
- ▶ **Indexation des pensions sur l'inflation.**

**CONTRE L'EXTRÊME DROITE
POUR LE PROGRÈS
SOCIAL**

**FRONT
POPULAIRE**

